

Arrivé au SEBF le 16 MARS 2018

Direction de la santé publique
Pôle santé-environnement
Unité départementale de l'Eure

Affaire suivie par : Mathieu SAVARY
Courriel : mathieu.savary@ars.sante.fr

Tél. : 02 32 18 32 38
Fax : 02 32 18 26 93

Réf : M:\DSP-DIRECTION-SANTE-PUBLIQUE\DSP-
SANTE-ENVIRONNEMENT\UD-27\ENVIRONNEMENT-
EXTERIEUR\IAH\100_URBANISME\DOSSIERS LOIS
SUR L'EAU\dossiers 2018\LIDL Conches en
Ouches\05.03.18. Avis.doc

Date : 14 MARS 2018

La directrice générale

A

La directrice départementale des
territoires et de la mer de l'Eure
Service Eau, Biodiversité, Forêt
Pôle territorial de l'Eau
1 avenue du Maréchal Foch
27022 Evreux Cedex

A l'attention de Madame COLLIN.

Objet : Création d'un centre commercial LIDL avec parking de 135 places à Conches en Ouche.

Par courrier du 12 février 2018, vous avez sollicité l'avis de mes services sur le projet d'aménagement d'un bâtiment commercial (enseigne LIDL) à Conches en Ouche.

Après examen des documents communiqués, je vous fais part des observations suivantes.

Protection de la ressource en eau.

Le terrain du projet n'est pas localisé au sein d'un périmètre de protection de captage. Cette situation a été vérifiée par consultation du site internet de cartographie des périmètres mis en place par l'Agence Régionale de Santé.

De même, il a été recherché, sur la base de données du BRGM, les autres ouvrages privés existants et déclarés dans un rayon de 2km autour du site. Il a ainsi été identifié huit ouvrages captant les eaux souterraines.

Qualité du sol et du sous-sol.

Le terrain visé par le projet accueillait des bâtiments agricoles qui n'existent plus depuis 1997.

Une campagne de contrôle de la qualité environnementale des sols du site a été pratiquée (10 sondages à 2m de profondeur) afin de caractériser le risque de pollution existante. Une autre campagne pour l'infiltrabilité des sols (4 sondages à 2 m de profondeur) et analyses de sols a été réalisée dans les futurs espaces verts et places de parking destinés à recevoir les dispositifs de régulation des eaux pluviales (noues et evergreen).

Les paramètres analyses correspondent à ceux habituellement recherchés et les valeurs de comparaison des résultats sont adaptées. Pour précision, les valeurs de référence ASPITET utilisées correspondent à la gamme de valeurs couramment observées dans les sols "ordinaires" (ASPITET dispose également de valeurs dans le cas d'anomalies naturelles modérées et fortes).

En revanche, pour faciliter la compréhension et la lecture des éléments, il aurait été préférable d'intégrer le tableau de présentation des résultats dans le corps de texte et non en annexe n°6.

Les résultats des analyses de la qualité environnementale mettent en évidence quelques dépassements des valeurs de référence pour des échantillons de surface (couche de terre végétale de 0 à 0,5 m). Cela concerne les paramètres :

- chrome sur le sondage Tw2-2 (futur parking) ;
- mercure sur les sondages TW4-1 et TW5-1 (emprise magasin), Ti4-1 (espaces verts) et Ti3-1 (futur parking).

En page 52, il est également mentionné un dépassement en plomb. Or, selon le tableau des résultats, les concentrations mesurées ne semblent pas si significatives avec des valeurs dans la gamme ASPITET et faiblement supérieure (41 à 43 mg/kgMS) à la valeur du réseau de mesures de la qualité des sols (40 mg/kgMS). Les concentrations sont également inférieures au seuil de vigilance (100 mg/kg) dans les sols fixé dans l'instruction du 21 septembre 2016 relative au dispositif de lutte contre le saturnisme infantile et de réduction des expositions au plomb.

Pour la campagne pour l'infiltrabilité des sols, les échantillons Ti3-1 et Ti4-1 présentent un dépassement pour le paramètre mercure, qualifié cependant de non significatif d'un impact (max de 0,14 mg/kgMS > référence de 0,1 mg/kgMS).

Lors des deux campagnes, des traces d'hydrocarbures, de PCB et de certains HAP ont été relevés mais en concentrations très inférieures aux valeurs de référence considérées et jugées caractéristiques des remblais et terrains superficiels en contexte urbanisé.

Globalement, les différents dépassements sont qualifiés de très faibles par rapport aux valeurs de référence et cohérents avec l'historique d'exploitation agricole, ce qui peut être validé.

En conclusion, la qualité des sols et la compatibilité des concentrations avec les usages projetés ont été étudiées. A la marge, il peut être signalé que les discussions successives sur la qualité des sols par présentation de la campagne spécifique à cette problématique puis de manière complémentaire par la campagne pour l'infiltrabilité des sols, s'avère source de confusion.

Prévention des nuisances sonores

Cette problématique a été prise en compte par la réalisation d'une campagne de mesures sonométriques et la détermination de valeurs prévisionnelles d'urgence. Ces éléments répondent à mon avis du 1^{er} mars 2017 sur la procédure d'examen au cas par cas dans lequel je sollicitais une étude d'impact ciblée sur la problématique acoustique au regard de la proximité du voisinage.

En effet, le quai de déchargement et le local des installations frigorifiques seront positionnés du côté des habitations de la zone pavillonnaire, à environ 50m. Dans cette configuration, la circulation et le stationnement des camions, les opérations de manutention des livraisons et des containers de déchets, ainsi que le local regroupant les installations frigorifiques et de pompe à chaleur constituent un risque non négligeable de nuisances sonores pour ce voisinage dont l'environnement sonore se trouvera modifié.

L'état initial a été caractérisé en trois points de mesures situés au droit des habitations riveraines les plus proches. En annexe, les données spécifiques à chaque point de mesure sont présentées, sous forme de fiche synthétique regroupant des remarques sur l'ambiance acoustique avoisinante, les graphiques d'évolution temporelle des niveaux sonores pour les périodes diurne et nocturne et la justification sur les indices fractiles (L_{50} ou L_{90}).

L'impact des activités est étudié en considérant un groupe d'eau glacée, deux groupes de pompes et aéroréfrigérantes, ainsi que les camions frigorifiques. Les données acoustiques exploitées proviennent de mesures pratiquées par le bureau d'études Acoustibel (en 2017), sur les installations techniques d'un magasin de la même enseigne en Seine-Maritime, ce qui peut s'avérer plus réaliste que les données constructeurs.

Les calculs prédisent des dépassements des émergences (fréquentielles et globales) réglementaires au point Z2 (de nuit) et au point Z3 (de jour et de nuit). Les actions à mettre en œuvre pour corriger ces fortes émergences prédictives (particulièrement de nuit) sont détaillées. Il est préconisé de limiter la livraison de marchandise à la journée couplé à l'installation d'un écran acoustique de 5 m de haut le long du quai de livraison et de mettre en place un système de protection acoustique des équipements frigorifiques par capotage.

Sur ce dernier point, une différence est à signaler entre les pages du document pour ce qui concerne l'atténuation à apporter et l'unité de mesure. Ainsi, il est mentionné :

- en page 94, que le dispositif devra permettre une atténuation de 27 dB ;
- en page 113, que le système de capotage apportera une atténuation minimale de 17,5 dB(A).

Par conséquent, j'émet un avis favorable au projet sous réserve, compte-tenu de ce qui précède que :

- lors des travaux de terrassement/aménagement de mettre en œuvre les recommandations suivantes :
 - vérification de la présence éventuelle de cuves enterrées et des canalisations attenantes issues de l'ancienne exploitation agricole ;
 - en cas de présence avérée, il conviendra de nettoyer, dégazer, inerte et évacuer les cuves enterrées et les installations associées ;
 - vérifier les sols sous-jacents dès le retrait des cuves afin de vérifier un potentiel impact provenant des cuves (prélèvements et analyses de bords et fonds de fouilles) ;
- soit réalisée une campagne de mesures sonométriques dans les premiers mois suivants la mise en service du bâtiment commercial, afin de vérifier l'efficacité des aménagements précités et valider le respect des valeurs d'émergence réglementaire. Dans le cas contraire, de nouvelles solutions correctives devront être définies.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour la directrice générale
L'ingénieur du Génie Sanitaire



Mouloud BOUKERFA

